



14 juillet 2014. Ce devrait être une journée où se fêtent la liberté, l'égalité, la fraternité.

14 juillet 2014. Voici plus d'un mois que l'offensive militaire israélienne se poursuit en Palestine occupée. Une semaine que la bande Gaza, assiégée depuis des années, subit des bombardements aériens nuit et jour. 172 Palestiniens ont été tués en une semaine sous ces bombardements, parmi lesquels 48 enfants et 32 personnes âgées. 1160 autres sont gravement blessés dont 320 enfants. En sept jours, la population civile a vécu sous l'épouvante de plus de 2300 raids israéliens. Des écoles, stations électriques, bâtiments publics, puits d'eau, maisons... sont touchés et détruits. Avions de guerre, navires de guerre, chars... les dirigeants israéliens utilisent un arsenal infernal contre toute une population civile. Jérusalem-Est, toute la Cisjordanie, ses villes, ses villages, ses camps de réfugiés, sont eux aussi ciblés, les destructions se succèdent, tandis que les arrestations de masse se poursuivent, en particulier d'enfants et de parlementaires.

Ce n'est que la suite d'une longue liste d'agressions militaires. Durant l'une des dernières offensives israéliennes contre la population de Gaza, celle de 2008-2009, 1417 Palestiniens ont ainsi été assassinés, 4336 blessés, dont de nombreux handicapés à vie, et les bâtiments détruits ne sont toujours pas réparés du fait du blocus illégal.

De nouveau, ce lundi 14 juillet, Israël a lancé tôt le matin des raids aériens et des tirs d'artillerie sur la bande de Gaza martyrisée. L'UNRWA, agence de l'Onu en charge des réfugiés palestiniens, a comptabilisé 17.000 personnes venues chercher refuge dans ses installations dimanche soir, contre 4.000 dans l'après-midi. Des milliers d'habitants ont dû fuir le nord de la petite enclave après les nouvelles menaces de l'armée du premier ministre israélien M. Benyamin Netanyahu qui refuse toujours le cessez-le-feu, refuse de renoncer à la violence et refuse de reconnaître l'Etat de Palestine. Le gouvernement israélien prétend éradiquer le Hamas, qu'il rend responsable du tir de quelque 160 roquettes vers Israël. Il prétend mettre un terme à l'unité nationale palestinienne. Mais c'est bel et bien l'occupation qui est la première des violences, la source de toutes les violences. L'occupation, meurtrière, depuis plusieurs décennies. L'occupation et son lot de destructions et de morts dans un vaste projet d'annexion qui faisait dire voici quelque dix ans au premier ministre israélien d'alors (M. Ariel Sharon) qu'il fallait achever ce qui n'avait pu l'être en 1948. Achever, donc, le transfert d'un peuple, pour annexer sa terre.



Cela dure depuis trop longtemps.

Le président palestinien, M. Mahmoud Abbas, s'est adressé au secrétaire général des Nations unies, M. Ban Ki-moon, afin que l'État de Palestine soit placé officiellement « sous le système de protection internationale de l'ONU ». Il faut imposer le cessez-le-feu et protéger le peuple palestinien en quête de ses droits, protéger l'Etat de Palestine.

Depuis le début de l'agression israélienne, dans de nombreuses villes et régions de France, des citoyennes et des citoyens manifestent par milliers leur solidarité avec le peuple palestinien. Ils font vivre les belles valeurs de liberté, d'égalité, de fraternité de la République, en exprimant leur solidarité avec le peuple palestinien et en réclamant cessez-le-feu et protection internationale de notre peuple.

Nous vous en remercions. Nous en avons un besoin urgent. Et nous savons pouvoir compter sur vous.

Ce sont ces mêmes valeurs que partage le peuple palestinien, ces mêmes droits qu'il aspire à connaître enfin. La liberté. L'indépendance. La fin de l'occupation. Le respect de la vie humaine. La justice. L'égalité. La fraternité. La solidarité, par delà les origines, les croyances, les frontières... Le droit, et la paix.

Paris, le 14 juillet 2014.